



Municipales mars 2014 :

Ecoute. **R**éponse aux besoins. **D**étermination.

Tout le monde en parle ! A 5 mois des élections municipales, les Etats-majors des partis politiques sont en effervescence, en tractations pour savoir qui aura quelle place.

Oublier les raisons mêmes de pourquoi on est élu, c'est oublier de rendre compte de son mandat à ceux qui vous l'ont confié. C'est oublier l'intérêt collectif au profit de son intérêt personnel. C'est oublier le contenu local pour le contenant.

Bien sûr, ces élections sont politiques et elles peuvent être l'occasion d'exprimer un refus face aux choix d'austérité décidés par la Droite hier et par le gouvernement socialiste-Europe Ecologie les verts, aujourd'hui. Leurs répercussions au niveau local aggravent notre quotidien : attaques contre le pouvoir d'achat, contre les services publics (notamment celui de l'Education nationale avec la réforme des rythmes scolaires), contre la retraite et la protection sociale, contre l'emploi, la poursuite de la désindustrialisation, de la fiscalité qui privilégie le patronat et le capital...

Mais elles sont aussi locales. C'est pour cette raison que la position du Front de gauche –divisé en son sein - n'est pas tenable (soit avec le PS pour la direction nationale du parti communiste, soit sans le PS pour le parti de gauche) si on évacue tout contenu, clair, construit avec les habitants, à partir de leurs besoins. Que ce soit enfin des propositions et des actes en rupture avec les choix politiques actuels.

AMantes-la-Jolie, la droite mantaise entendrait bien continuer à mentir à la population pour poursuivre sa politique qui plombe les finances de la ville et aggrave les conditions de vie pour la majorité de la population, dans le mépris le plus total.

Le PS « fier » (?) du bilan de ses élus sortants n'en a pas trouvé un pour remettre en cause la politique de l'UMP pour la gestion de l'eau, l'intercommunalité, la fiscalité, l'aménagement du territoire avec l'écoquartier, la mise en place de la réforme des rythmes scolaires ...

Alors tous les mêmes ? Non. Mais, il ne faut pas créer des illusions en voulant lisser les divergences, en voulant tout effacer de la mémoire collective pour recommencer ... à l'identique.

Pour sa part, la section de Mantes-la-Jolie du parti communiste entend prendre toute sa part (mais rien que sa part) dans la construction d'une liste qui soit le reflet des actions qui ont été menées, sur le terrain, depuis des années, avec le seul élu communiste – Marc Jammet. Une liste qui rassemble des citoyens déterminés, réunis par une seule motivation : ne jamais renoncer à défendre les habitants, à mieux vivre ensemble.

LAMPEDUSA : à qui profite l'horreur ?

Devant l'horrible drame de centaines de morts, hommes, femmes, enfants, survenu dans un bateau qui a coulé au large de l'île italienne de Lampedusa, la question que l'on peut se poser, c'est : **pourquoi** ?

Oui, pourquoi des milliers d'êtres humains risquent ils ainsi leurs vies pour venir en Europe ?

Le continent africain, dont la plupart d'entre eux sont originaires, possède d'immenses richesses: pétrole, gaz, uranium, poissons..... et leurs habitants sont les plus pauvres de notre terre ! A qui profitent ces richesses : à ceux qui les exploitent (compagnies pétrolières françaises, américaines, qui extraient de leur sol le pétrole, l'uranium, qui vident la mer de leurs poissons, et aux dirigeants des pays africains corrompus, soutenus par nos gouvernants qui défendent leurs intérêts. Il faut mettre fin à ce pillage des richesses de l'Afrique et alors nous n'aurons plus de problème de migrants !

Cette « crise » est le produit du système capitaliste et montre bien ses dangers. Pour nous communistes, c'est une nécessité d'aller vers une autre société, à la fois pour le progrès économique et social, et les libertés humaines fondamentales de vivre et travailler au pays, y compris pour les africains

ZAC DES BORDS DE SEINE : l'arnaque de l'eau

Alors que le prix de l'eau a baissé depuis 2011 grâce à l'action de l'AREP (pour le retour en régie publique), les résidents de la ZAC des Bords de Seine ont vu, eux, leurs factures augmenter.

Comme Véolia avait dû concéder une baisse de 55% pour les premiers 49 mètres cubes consommés, elle estime qu'elle n'a qu'un seul client par immeuble. Tous les locataires se partagent donc ces 49 mètres cubes à prix réduit et paient donc « plein pot » la consommation supplémentaire.

Mais il y a plus surprenant encore, c'est qu'une société (PROXISERVE, ancienne filiale de Véolia) relève les compteurs des résidents et facture très cher sa prestation (autour de 60 euros par logement !).

Au bout du compte, le prix de l'eau n'a pas baissé mais augmenté pour les résidents de la ZAC.

Qu'en est-il pour les autres logements collectifs (privés ou publics) de notre ville ? La question mérite d'être posée car la facture supplémentaire pour les 30.000 Mantais concernés pourrait s'établir entre 300.000 et 1.200.000 euros supplémentaires !

Informez-vous à la source sur notre blog →

<http://pcfmanteslajolie.over-blog.com>

Le PCF à Mantes la Jolie, un parti qui tient bon! J'adhère au Parti communiste français

Nom : Prénom :

Adresse :

.....

Tél. : Email.....@.....

(Cotisations mensuelles en fonction des revenus, à partir de 1 euro). Envoyer à PCF de Mantes la Jolie, 9 rue Debeaumarché 78711 Mantes la Ville. Contact: pcfmlj@orange.fr.

HOPITAL DE MANTES : la cardiologie publique est sauvée !

Le projet de dupe de « partenariat public-privé » en cardiologie vient d'être refusé par les pouvoirs publics. C'est une très bonne nouvelle pour notre hôpital et la reconnaissance du puissant mouvement de plus de 30.000 citoyens dans notre région.

De nouveaux praticiens sont embauchés pour remplacer les départs en retraite, notre cardiologie publique est maintenue.

Conforté par cette décision, l'Hôpital peut maintenant demander les autorisations nécessaires pour ré-ouvrir la cardiologie interventionnelle. Davantage d'informations : <http://www.marcjammet.fr>

EDUCATION : que cache la réforme des rythmes scolaires ?

A en croire les « experts », il s'agirait de diminuer d'1/2 heure les cours par-ci, d'allonger le temps du déjeuner par-là, d'ouvrir des ateliers divers et variés pour occuper les enfants scolarisés... Mais c'est une véritable remise en cause de l'égalité d'accès à une éducation nationale publique et gratuite ! En effet, que votre enfant soit dans une commune pauvre ou riche, grande ou petite, il n'aura pas droit aux mêmes activités périscolaires proposées, à la même gratuité ou tarification. C'est pourquoi il faut abroger cette réforme, comme les parents d'élèves le réclament de plus en plus nombreux. En affichant une opposition de façade, Mr Vialay et l'UMP ne « tromperont » pas une fois de plus la population en demandant juste le report de la réforme (et non son rejet).